Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

144-145 | 2016

Parentés contemporaines

#NOTOXENOPHOBIA prend la rue à Johannesburg

De la répression étatique du mouvement au rassemblement autour d'une cause légitime

#NoToXenophobia Takes to the Streets of Johannesburg: From Government Repression of the Movement to the Rallying for a Legitimate Cause

Chloé Malavolti et Jeanne Bouyat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/6441>

DOI : 10.4000/jda.6441

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 15 avril 2016

Pagination : 241-260

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Chloé Malavolti et Jeanne Bouyat, « #NOTOXENOPHOBIA prend la rue à Johannesburg », *Journal des anthropologues* [En ligne], 144-145 | 2016, mis en ligne le 15 avril 2018, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/6441> ; DOI : 10.4000/jda.6441

#NOTOXENOPHOBIA
PREND LA RUE À JOHANNESBURG
De la répression étatique du mouvement
au rassemblement autour d'une cause légitime

Jeanne BOUYAT* – Chloé MALAVOLTI**

Le retour des attaques xénophobes en Afrique du Sud

En 2015, l'Afrique du Sud a été frappée par au moins trois vagues d'attaques xénophobes, à chaque fois provoquées par un fait marquant, mais s'inscrivant dans un contexte favorable à l'éruption de ces violences. Au total, elles auraient provoqué une quinzaine de morts, déplacé plus de 5 000 personnes et des milliers de magasins et propriétés ont été détruits. Ces violences constituent un phénomène cyclique dans l'Afrique du Sud postapartheid. Elles font écho aux attaques plus meurtrières de mai 2008, qui en deux semaines s'étaient étendues à plus de 125 localités et avaient provoqué la mort de soixante-deux individus (Misago *et al*, 2010).

* Centre de recherches internationales (CERI, Sciences Po Paris – 56 rue Jacob, 75006 Paris) et Centre for Urbanism and the Built Environment Studies (CUBES, University of the Witwatersrand – Private Bag 3, Wits 2050, Johannesburg).

Courriel : jeanne.bouyat@sciencespo.fr

** École urbaine de Sciences Po Paris (177 bd. Saint-Germain, 75007 Paris) et Centre for Urbanism and the Built Environment Studies (CUBES, University of the Witwatersrand).

Courriel : chloe.malavolti@sciencespo.fr

La première attaque commence à Snake Park (Soweto) fin janvier, où des jeunes attaquent des épiceries gérées par les immigrés africains et asiatiques du quartier. Au cours de ces interactions, un Sud-africain de 14 ans est abattu par un vendeur somalien. Ce fait divers datant du 19 janvier est suivi d'une série d'attaques qui touchent d'abord Soweto puis d'autres *townships* dans les provinces du Gauteng et du Cap occidental, mais restent sporadiques. Malgré les précédents d'attaques xénophobes dans le pays, le gouvernement sud-africain ne condamne pas officiellement ces violences, et certains propos de ministres semblent même les excuser. La société civile se mobilise néanmoins et condamne la passivité du gouvernement. Une marche est ainsi organisée le 25 janvier à Yeoville, quartier panafricain péricentral de Johannesburg, et une deuxième à Hillbrow, le 12 février, au cours de laquelle les manifestants sont stoppés par la police. Les violences paraissent ensuite s'apaiser pendant un mois.

Cependant, une deuxième vague d'attaques plus importantes explose à Durban mi-mars. La diffusion massive de ces violences fait suite aux propos xénophobes portés par le roi Goodwill Zulu, lors d'un « discours de régénération morale » à Pongolo le 20 mars. Le roi y incite les « étrangers » à « plier bagages » et « à retourner dans leur pays ». Du week-end suivant jusqu'à la mi-avril, les *townships* d'Isipingo et Chatterworth et certains quartiers du centre-ville sont frappés par les attaques, qui font au moins six morts et forcent des milliers de victimes à se réfugier dans les commissariats puis dans des camps. Les 16 et 17 avril, les attaques touchent à nouveau Johannesburg. Un garage et plusieurs magasins possédés par des Nigériens sont brûlés à Jeppestown et le lendemain, un migrant mozambicain est assassiné à Alexandra. Ces deux scènes se déroulent devant des journalistes et marquent un tournant dans la médiatisation des attaques : les images font le tour du monde, elles suscitent des réactions diplomatiques, des mobilisations devant les ambassades sud-africaines à l'étranger et des appels au boycott des marques nationales. La société civile se mobilise alors massivement : 5 000 manifestants se rassemblent le

16 avril à l'occasion de la « marche pour la paix » à Durban et 30 000 personnes se joignent à « la marche du peuple contre la xénophobie » à Johannesburg le 23 avril. Dans ce contexte de mobilisation intense, le gouvernement ne peut plus se contenter d'une non-réponse à la crise : il devient impératif de corriger l'image de « nation xénophobe », notamment à l'international. Il envoie l'armée à Alexandra et Jeppestown pour stopper les attaques avant de lancer « l'opération Fiela », toujours en cours au moment de l'écriture de cet article. Officiellement, elle vise à démanteler des réseaux criminels, mais en pratique les zones d'intervention (*crime hotspots*) se situent dans les espaces où sont concentrés les migrants internationaux¹. L'opération cible spécifiquement les réfugiés et demandeurs d'asile. Elle se concentre sur les lieux de refuges contre les attaques, tels que les camps de déplacés à Durban, en vue de procéder à des milliers de rapatriements. De plus, le gouvernement organise une série de rencontres très médiatisées avec des représentants de migrants du 22 au 24 avril, dont African Diaspora Forum (ADF). Le 28 avril un comité interministériel sur les migrations est nommé. Tandis qu'un comité *ad hoc* est formé le 6 mai au parlement (Bhengu *et al*, 2015) et que le conflit diplomatique entre l'Afrique du Sud et ses voisins persiste, les attaques et mobilisations anti-xénophobes s'atténuent.

La troisième vague ressurgit fin octobre et est localisée à Grahamstown, où des rumeurs accusant un « homme musulman étranger » d'avoir commis une série de meurtres déclenchent une semaine de pillages de plus de 300 magasins et propriétés appartenant à des vendeurs de toutes nationalités dans la *township* de Joza et dans le centre-ville.

¹ C'est-à-dire de nationalités étrangères. En Afrique du Sud sont aussi considérés comme migrants, et parfois attaqués à ce titre, des sud-africains ayant migré de l'intérieur du pays vers les villes.

Analyser les « séquences de faits » de la crise au prisme de mobilisations anti-xénophobie

Ces violences, la réponse ambivalente du gouvernement, et l'ampleur des réactions diplomatiques et pressions économiques internationales aux attaques ont été largement documentées dans les médias sud-africains. La crise xénophobe de 2015 est néanmoins plus complexe à saisir pour les sciences sociales. Les formes de violence manifestées à Soweto, Durban ou Grahamstown apparaissent tristement similaires et recyclent des modes d'action observés en 2008 : pillages de magasins et propriétés, homicides, incendies. Révéler la complexité des facteurs imbriqués dans le déclenchement des violences nécessiterait de mener une enquête en immersion dans les lieux affectés. À quelques mois de la crise, il n'est donc pas possible d'analyser empiriquement ces attaques.

Néanmoins, en décalant le regard sur les mobilisations contre la xénophobie, nous pouvons repérer des « séquences de faits » (Hassabo & Rey, 2015) qui nous permettent de « faire le récit de l'événement » à partir des moments au cours desquels s'opère une inflexion « du cours des actions » qui ont des effets durables. La démarche permet ainsi un double usage de la notion d'événement. D'une part, réaliser une description fine des situations et, d'autre part, analyser l'influence dans le temps de l'événement : en quoi la crise xénophobe de 2015 nous permet-elle de penser un changement plus profond de la société et de l'État sud-africains ?

Nous proposons ici d'analyser trois séquences de faits qui correspondent à trois manifestations contre la xénophobie organisées à Johannesburg : celle du 20 janvier à Yeoville, celle du 12 février à Hillbrow et la grande marche du 23 avril. Elles correspondent à trois phases de la crise, qui permettent de repérer des évolutions dans les formes et modes de mobilisation contre les attaques, et les réponses des autorités publiques aux événements. Les multiples temporalités de ces « séquences de manifestation » sont saisies au travers du déroulé des marches, mais aussi de leur organisation en amont et de leur mise en récit en aval.

Les pratiques de l'anti-xénophobie de crise sont très peu documentées dans la littérature sur la xénophobie et la sociologie des mobilisations en Afrique du Sud, deux champs de recherche très développés mais qui restent encore très cloisonnés.

La présente étude² permet de pousser ces travaux plus loin, et d'étudier les pratiques des militants et les réponses à ces mobilisations en temps de crise au regard de deux interrogations : pourquoi la cause anti-xénophobe a-t-elle été bien plus fortement politisée en 2015 qu'en mai 2008 ? Et comment expliquer la différence de traitement entre les trois marches de la part des autorités publiques ?

Pour repérer la trajectoire du mouvement anti-xénophobie, nous proposons à la fois de rembobiner, figer et accélérer le film de ces séquences de manifestation. Nous comparons « comment s'écrit le scénario » : qui décide d'organiser ces événements ? Quelles sont les motivations, les objectifs, les stratégies utilisés par ces entrepreneurs de mobilisation ? Ensuite, nous analysons « ce qui se passe lors du tournage » : quelles sont les inflexions qui s'opèrent en manifestation ? Quels sont les publics participant aux cortèges et comment les passants réagissent-ils ? Enfin, nous confrontons « la façon dont s'effectue le montage » : quelle couverture médiatique et réponses politiques sont associées à chaque manifestation ? Quels

² Notre analyse s'est construite à partir d'observations effectuées en parallèle de nos travaux de terrain pour nos mémoires de master, entre janvier et mai 2015 (Bouyat, 2015 ; Malavolti, 2015). Nos sujets portaient respectivement sur le fonctionnement du marché du logement informel et la construction du rapport à l'étranger chez les lycéens à Johannesburg. Si le deuxième sujet est plus directement lié à la xénophobie, nous avons toutes deux été saisies par les événements, puisque nos recherches se déroulaient dans les quartiers touchés par des mobilisations et/ou des attaques : Yeoville, Jeppeshtown, Soweto et Alexandra. De plus, nous résidions toutes deux à Yeoville et avons effectué des stages et partenariats avec les organisations locales, dont l'African Diaspora Forum. Nous avons donc effectué des recherches « à chaud » et à proximité des réseaux de mobilisation contre la xénophobie. Notre méthodologie est complétée par une revue extensive de la presse en ligne et des réseaux sociaux.

héritages ces événements confèrent-ils aux organisateurs et comment résonnent-ils avec le contexte politique contemporain ?

L'écriture du scénario

Du scénario local et improvisé...

L'ambiance familiale et divertissante de la première manifestation à Yeoville est liée à la nature et aux modalités de son organisation. Le scénario de son déroulement a été écrit exclusivement par des acteurs du quartier, selon une procédure et des ressources improvisées.

La décision d'organiser la manifestation est prise le 22 janvier, soit trois jours avant la marche, lors de deux réunions d'urgence, auxquelles nous avons pu assister. La première, à l'initiative du commissariat de Yeoville et du secteur de police de Hillbrow, se déroule dans les locaux de ADF. Le but de la réunion est d'adopter une stratégie de prévention de la xénophobie dans le quartier en créant une plateforme d'acteurs locaux. Yeoville n'a jamais été touchée par des attaques, mais 52% de sa population est composée de migrants internationaux. L'idée d'organiser une marche est rapidement suggérée. Cependant, un délai légal de sept jours doit s'écouler entre la demande officielle d'autorisation à manifester et le rassemblement. Une des membres de ADF propose alors de la combiner avec une marche déjà prévue par une église locale. Une deuxième réunion au commissariat est ainsi improvisée à ce sujet, incluant le prêtre de cette église, des représentants de diverses diasporas locales, l' élu local, et certains membres du *community policing forum*. Les motivations des organisateurs apparaissent néanmoins différentes, voire contradictoires. Ainsi, la police et l' élu local veulent avant tout éviter des pillages de magasins dans leur secteur et appliquer le mot d'ordre officiel de l'African National Congress (ANC) en réponse aux événements de Soweto : mener une campagne de lutte contre le port illégal d'armes, spécifiquement dirigée contre les « étrangers », qui s'est ensuite concrétisée par l'opération Fiela. La marche est vue comme un moyen de prévenir les vendeurs immigrés, et surtout les Sud-africains inquiets, que des

mesures de sécurité soient prises pour éviter les risques d'attaques. Pour la paroisse, le principal but est de promouvoir un festival culturel que l'église sponsorise le mois suivant. La cause anti-xénophobe s'est ainsi invitée par hasard au mot d'ordre du défilé, et en trois jours, ADF a mobilisé un public « d'initiés » à l'anti-xénophobie parmi ses réseaux militants locaux pour participer à la marche.

... à la constitution d'une arène de contestation de l'ANC...

La deuxième manifestation se distingue au contraire par une écriture mieux orchestrée, plus professionnelle. Sa préparation met en évidence l'appropriation de la cause anti-xénophobe par un nombre d'acteurs plus important, et illustre comment une arène de contestation de l'ANC s'est progressivement construite autour de cette mobilisation.

Pour simplifier, nous proposons de classer les organisateurs de cette manifestation en trois groupes. D'abord, des ONG provinciales, nationales ou internationales, qui se mobilisent régulièrement pour défendre les droits humains et des causes proches de l'anti-xénophobie. Elles sont implantées dans le paysage militant et ont des ressources leur permettant un rayonnement national. Le deuxième groupe est composé d'ONG basées à Soweto militant essentiellement pour la concrétisation de droits sociaux. Elles se sont ralliées à la cause anti-xénophobe, plus éloignée de leurs revendications habituelles, du fait de l'apparition d'attaques dans le quartier. Le troisième groupe d'acteurs est constitué de partis et syndicats d'opposition, d'orientation marxiste. Ils investissent la cause anti-xénophobe avec un discours fortement critique de l'action gouvernementale et de l'ANC, qui associe pour l'essentiel la xénophobie à un syndrome du système capitaliste et du néolibéralisme. Ce troisième groupe a su imposer sa rhétorique à l'écriture du scénario.

Nous avons assisté à une partie de la préparation de l'événement en accompagnant ADF à un rassemblement à Chiawelo (Soweto), le 31 janvier. Dans l'annonce de ce rassemblement intitulé « Mass meeting against xenophobia », les organisations invitent à

« venir discuter ensemble des causes des attaques » et des solutions pour prévenir durablement ces violences. Cependant, on saisit par la suite, que l'objectif du rassemblement n'est pas avant tout de « débattre », mais de créer une coordination pour contester les politiques gouvernementales. Sur l'estrade, les leaders syndicaux et partisans occupent le centre de la scène. Les militants de ADF accompagnés de leaders de diaspora asiatiques, sont accueillis sous les applaudissements du public, et portent également un discours très critique envers le gouvernement, sans pour autant emprunter une rhétorique marxiste. Le président de ADF dénonce ainsi que l'État sud-africain ne prenne pas au sérieux la protection des immigrés sur son territoire en soulignant l'absurdité de la législation sud-africaine qui condamne plus fermement le fait d'abattre un rhinocéros, que de tuer ou voler un immigré. Les vendeurs immigrés ou sud-africains de Soweto sont peu nombreux dans l'assemblée essentiellement constituée de militants. Le meeting confirme ainsi la politisation de l'anti-xénophobie sur un mode marxiste et contestataire, et se conclut par la décision d'organiser une marche commune. Nous n'avons pas pu observer la suite de l'organisation. Cependant, nous constatons que celle-ci a été menée selon des processus administratifs en accord avec la législation. Ainsi, ADF a rencontré la police métropolitaine le 3 février pour décider d'une date pour la manifestation et s'accorder sur un itinéraire. Le délai de sept jours a été respecté. D'autre part, les ressources humaines et financières dédiées à l'organisation ont été bien plus importantes. Les militants de ADF se sont quasi exclusivement consacrés à la coordination et la mobilisation pendant la semaine précédant l'événement, tandis que Médecins sans frontière et United Front ont organisé et financé le transport de militants depuis Soweto au centre-ville.

... et à la légitimation et normalisation de la cause anti-xénophobe

L'organisation de la troisième manifestation relève d'un niveau d'écriture plus ambitieux. En effet, les scénaristes de la marche ont largement dépassé leurs réseaux militants habituels puisqu'ils bénéficiaient d'un capital politique et médiatique très

important. Ceci a permis de doter la manifestation d'une légitimité dans un contexte où s'opposer à la xénophobie devient normal.

L'ensemble des organisateurs des deux premières manifestations sont mobilisés pour cette troisième marche d'ampleur nationale, rejoints par d'autres ONG. On note la présence de deux nouveaux types d'organiseurs. D'une part, des universités : la Wits (Witwatersrand University) et University of Johannesburg (UJ) se mobilisent fortement sur la cause anti-xénophobe dans les jours précédant l'événement. Une marche est lancée par le personnel et les étudiants de UJ trois jours auparavant tandis qu'à Wits, des associations étudiantes organisent des débats sur le campus. Le Vice-Chancellor et le conseil représentatif des étudiants participent à la mobilisation pour la marche du 23 avril : les cours sont même annulés cet après-midi-là. La mobilisation bénéficie ainsi d'une reconnaissance institutionnelle et intellectuelle de renommée internationale. Cette légitimité est renforcée par le soutien de deux élus locaux de premier rang : le maire de Johannesburg et le MEC (Member of Executive Council) de la province du Gauteng ; une évolution depuis la manifestation de février, qui n'était pas parvenue à se procurer de soutien d'élus. On note donc que, pour certains membres de l'ANC, participer à la manifestation est considéré comme indispensable : le parti ne peut plus camper sur sa position de passivité ambivalente face au retour des attaques xénophobes. Cette mobilisation exceptionnelle de 30 000 manifestants a construit son succès en surfant sur la montée de la cause anti-xénophobe au niveau national et international et sa mise en visibilité médiatique et sur les réseaux sociaux. Une revue de la presse sud-africaine publiée en ligne entre janvier et mai 2015 nous permet de conclure que le mois d'avril 2015 fut exceptionnellement riche en mobilisations anti-xénophobes. Parmi les plus importantes, on note : deux marches à Durban les 8 et 16 avril, une marche au Cap le 20 avril, une veillée silencieuse à Constitution Hill (Johannesburg) le 22 avril, une multitude de manifestations à Johannesburg spécifiques à certaines diasporas (nigériane, zimbabwéenne, somalienne notamment) et

dans des capitales étrangères (Lilgonwe, Maputo, Londres, Washington).

Le tournage

Imposition de la cause anti-xénophobe en marchant

La première manifestation a avant tout rassemblé des habitants du quartier : des membres de la paroisse de l'église de Yeoville et des familles ; les militants mobilisés par ADF sont peu nombreux. La photographie 1 illustre l'ambiance conviviale, divertissante et festive de cette première marche. Elle ressemble davantage à un carnaval qu'à une manifestation : mélange de tenues bigarrées, couvre-chefs multicolores et marionnettes géantes surréalistes. Les participants sont souriants et peu méfiants : ils discutent volontiers ou posent devant la caméra et attirent l'attention et la sympathie des passants. Difficile au départ de cette marche d'imaginer comment le message « Stop à la xénophobie » ou celui de la police et de l'élu local « Il faut lutter contre les armes illégales » pourront s'imposer.

Photographie 1 : *No One Is Illegal*

(Chloé Malavolti, 25.01.2015, Yeoville)

Deux modes de protestation de ADF permettent d'imposer des slogans anti-xénophobes comme mot d'ordre de la marche. D'une part, un militant scande des slogans en tête du cortège, tandis que de nombreuses feuilles au format A4 sur lesquelles sont imprimés des slogans noir sur blanc sont distribuées aux manifestants et aux

passants. Certains sont positifs et généraux tels que « Love sees no borders », « Living together » ou « One Africa, one people » tandis que d'autres font plus directement référence aux attaques xénophobes en termes plus poignants : « Kick xenophobia build future », « Our lives matter », ou « Don't hate me ». Cette forme de protestation très simple fonctionne : les manifestants adoptent spontanément les slogans, à l'image du garçon montrant le message « No one is illegal » sur la photographie 1.

Le leadership de la marche les reprend lors du discours de clôture de l'événement. L'imposition de la cause anti-xénophobe s'est ainsi faite en marchant.

Volte-face du cortège face à la menace policière

À la différence de la première marche, le cortège de la seconde est essentiellement formé de militants, conscients de la gravité de l'enjeu. Des leaders de l'opposition de gauche à l'ANC sont présents, notamment Zwelinzima Vavi, l'ancien secrétaire général de la COSATU (Congress of South African Trade Unions) et Trevor Ngwane, ex-membre de la COSATU et cofondateur du Soweto Electricity Crisis Committee et de l'Anti Privatisation Forum. Ils ont tous deux quitté l'ANC, trop opposés à ses orientations néolibérales. Leur présence dans le cortège, ainsi que celles de membres du parti Economic Freedom Fighters, confirme la constitution d'une arène contestataire de l'ANC autour de la cause anti-xénophobe. La photographie 2 évoque le durcissement et la politisation du mouvement. Cette fois, la manifestation n'est plus une affaire familiale : les enfants, les habits du dimanche ont laissé place aux bannières, slogans et logos, omniprésents sur la photographie 2. Elle est prise au début de la manifestation. Un des militants regarde en arrière, un peu inquiet. Les quelques centaines de militants rassemblés au Peter Roos Park de Parktown, attendent avec impatience le départ du cortège qui tend à s'éterniser. Pourquoi le cortège est-il immobile ? Que se passe-t-il ? L'incertitude, l'angoisse et l'indignation qui se dégagent de cette photographie sont annonciateurs de la suite de cette marche.

Photographie 2 : *Volte-face sur le départ*

(Chloé Malavolti, 12.02.2015, Parktown)

Nous sommes alors informées par l'ancienne secrétaire de ADF du coup de théâtre intervenu la veille : la police métropolitaine a décidé de retirer l'autorisation à défiler accordée la semaine précédente. La manifestation doit se limiter à un rassemblement dans le parc afin d'éviter « de susciter des attaques xénophobes ailleurs ». Bien que le motif d'annulation soit illégal, il n'était pas possible d'intenter un recours en justice à quelques heures de l'événement. Étant donnés les moyens engagés pour l'organisation, et le coût organisationnel et symbolique d'une annulation au dernier moment, les organisateurs ont préféré procéder au rassemblement et faire négocier sur place le départ par les leaders politiques. Le feu vert est alors donné, et la police accompagne le cortège. Cependant, après deux kilomètres, les manifestants se font violemment stopper par la police, qui menace d'utiliser du gaz lacrymogène et des balles en caoutchouc. Face à la police barrant le défilé, certains militants protestent par des chants et danses provocatrices. Nous sentons la tension monter. Un membre de ADF saisit alors le micro et, s'adressant à la foule en IsiZulu, explique le retrait de l'autorisation à manifester et invite le cortège à retourner au parc. Le public étant constitué de militants initiés, il se plie calmement aux ordres. Ils comprennent que le rapport de force n'est pas suffisant pour imposer la marche en évitant la violence.

Il semblerait que ce soudain retournement soit lié à une conjonction d'éléments. En premier lieu, la police aurait reçu l'ordre de sa hiérarchie de stopper le défilé pendant la manifestation, du fait de la présence de militants de partis d'opposition qui rendait la manifestation « trop politique ». Ensuite, le cortège s'est trouvé démuné de deux de ses leaders : Vavi a dû quitter le cortège avant que le défilé ne commence, tandis que Ngwane a été immédiatement arrêté et retenu au commissariat de Hillbrow, alors qu'il tentait de s'opposer à l'arrêt du défilé. Enfin, la foule n'était pas nombreuse, et les abords du cortège peu denses. Disperser les manifestants était donc facile pour la police, l'usage de moyens coercitifs en présence de peu de témoins aurait pu être facilement justifié après coup face à une foule « privée de leadership ».

Transformations politiques et urbaines par la foule en mouvement

La troisième manifestation, au contraire, illustre la constitution d'un rapport de force très largement en faveur des manifestants, et marque ainsi l'apogée du mouvement.

Peter Ross Park est à nouveau le point de départ de la marche, mais le lieu s'est transformé : ce n'est plus ce grand espace vert où nous nous étions rassemblés avant la deuxième manifestation. Il est devenu une esplanade noire ou plutôt multicolore et bariolée de slogans, banderoles et musique. La foule est tellement compacte que des consignes de sécurité sont données pour organiser les déplacements du cortège. Elle rassemble quelques dizaines de milliers de personnes et est exceptionnellement diverse : étudiants, militants d'ONG, membres des diasporas africaines et asiatiques, citoyens sans étiquettes, organisations religieuses, syndicats, et même des lycéens.

Cette mobilisation est d'une ampleur exceptionnelle et consacre la nécessité pour l'ANC de se saisir de la cause anti-xénophobe. Au-delà de la présence du MEC du Gauteng, du maire de Johannesburg et du ministre de la Justice dans le cortège, on note une forte présence de militants de l'ANC, dont on peut voir les nombreuses affiches et l'énorme bannière « #StopXenophobia #NotInOurName » aux couleurs du parti défilant à la tête du cortège.

La ville se transforme au passage de la foule. Les rues de Parktown à Newtown, habituellement envahies par les voitures, où il n'est pas « sûr » de flâner et où tous les magasins sont grillagés, sont investies par des milliers de piétons, y compris des enfants. Les passant-e-s s'attroupent sur les trottoirs, et filment ce défilé, la fanfare, les danses, avec leurs smartphones, qui habituellement sont bien cachés dans les poches pour les protéger de tout vol. Des milliers de visages et de bras sortent des immeubles qui nous surplombent. Sur les balcons de leurs bâtiments dévastés, même les Éthiopiens sont tous réunis. Ils agitent leurs drapeaux au passage du défilé, qui s'arrête. L'émotion du moment est forte : la diaspora éthiopienne a été particulièrement ciblée par les attaques. La photographie 3 illustre cette émotion contagieuse du nombre.

Photographie 3 : *We Stand Against Xenophobia*

(Juliette Garms, 23.04.2015, Hillbrow)

Les discours de clôture de la manifestation, suivis de concerts à Newtown, réunissent les divers organisateurs et élus de l'ANC. Une coalition anti-xénophobie s'institutionnalise. La manifestation est ainsi vectrice d'une recomposition du paysage politique et urbain.

Le montage

La manifestation à Yeoville intervient très rapidement après le début de l'explosion des attaques, circonscrite à Soweto. Elle vise à alerter la société civile et à interpeller le gouvernement, afin que ne

se reproduise pas une vague de violences comme en 2008. Les médias locaux sont particulièrement nombreux pour une manifestation organisée en seulement quelques jours. La couverture médiatique identifie ADF comme « l'organisateur » de la marche, et donne une image positive, internationale, diverse de la mobilisation. Cependant, la mobilisation est restée cantonnée à Yeoville et n'a suscité qu'une réponse politique locale : la création de la plateforme de prévention à la xénophobie.

La deuxième manifestation a bénéficié d'une couverture médiatique plus grande, mais relativement faible, au regard de la nature et du nombre d'organiseurs. La marche a été occultée par la tenue le même jour du discours annuel *State of the Nation Address* du président. Le rassemblement de préparation à Chiawelo a été couvert par le *Daily Maverick* et de nombreuses photos de la marche ont été prises par l'agence Getty Images où est rendu visible le retournement violent de la police contre les manifestants. La couverture médiatique ne donne que partiellement à voir la complexité des faits, et est plutôt négative pour les organisateurs. Cependant, cette deuxième manifestation a permis de construire des partenariats entre les organisations, un capital de mobilisation réutilisé par la suite pour d'autres causes.

La troisième manifestation intervient dans un contexte où les violences ont pris de l'ampleur et où les pressions diplomatiques et économiques se renforcent et dénoncent la passivité des autorités face aux attaques. Le gouvernement prend conscience que l'image de l'Afrique du Sud à l'étranger est en jeu, et s'engage en conséquence dans des actions de communication visibles. La manifestation s'inscrit ainsi dans la continuité de la campagne nationale #NoToXenophobia relayée par les médias et réseaux sociaux. Des spots anti-xénophobie gouvernementaux sont même diffusés à la télévision et sur les radios. Des dizaines d'articles sont publiés sur la marche. Ils mettent en évidence l'ampleur de la mobilisation, qui aurait rassemblé pas moins de 30 000 personnes.

Conclusion : le traitement différentiel de l'anti-xénophobie de l'avant-garde, contestataire et normalisée

En définitive, ces marches incarnent trois tournants du mouvement contre la xénophobie survenu pendant cette crise de 2015. Ce mouvement a été lancé par des initiés (militants de ADF), dans un quartier ayant une histoire de mobilisation régulière sur cette cause qui s'est invitée et imposée à une manifestation. On pourrait qualifier cette anti-xénophobie « d'avant-gardiste ». Ensuite, la cause a été appropriée par des organisations militantes, syndicales et partisans plus « à distance de l'État³ ». Une anti-xénophobie « contestataire » qui est alors devenue un mouvement gênant pour l'État et surtout l'ANC, renvoyant ainsi le parti à sa passivité ambivalente face aux attaques. Enfin, l'anti-xénophobie a suscité un engouement populaire et une coalition d'acteurs militants, religieux, politiques et académiques qui l'ont portée, dans un contexte où les attaques montaient en puissance. Protester contre la xénophobie pour affirmer une image plus unie et tolérante de la nation arc-en-ciel semble ainsi être devenu légitime pour une partie des institutions et de la société sud-africaine, si bien que l'anti-xénophobie s'est alors « normalisée ».

Cette évolution des formes de l'anti-xénophobie explique le traitement radicalement différent des manifestations par l'État : l'anti-xénophobie de l'avant-garde ne posait pas problème car elle demeurerait contenue et peu visible, l'anti-xénophobie contestataire s'est vue, elle, confrontée à la violence policière.

La politisation exceptionnelle de la cause anti-xénophobie dans le contexte de la crise de 2015 par rapport à celle de 2008 provient probablement de l'expérience de ce précédent. Les médias et réseaux sociaux ont joué un rôle clé d'alerte, la société civile était mieux structurée. De plus, les attaques xénophobes ont lieu dans un contexte de montée des formes de protestation collectives (Tournadre, 2014) et semblent ainsi participer d'un ensemble de

³ Selon l'expression de Sylvain Lazarus utilisée par Judith Hayem (à paraître).

mouvements de frustration sociale, qui souligne la fin du consensus négocié de la transition postapartheid. Une analyse plus proche des événements suggère également que la géographie des attaques de 2015 par rapport à celles de 2008 importe : l'irruption des violences dans le centre-ville de Johannesburg (à Jeppeshtown) a provoqué une vague de panique plus importante. Les trois marches n'ont d'ailleurs pas eu lieu dans les *townships*, mais bien en centre-ville, lieu qui semble revêtir une fonction plus symbolique et mobilisatrice.

Cependant, comme le concluent les travaux de Everatt (2010), de Polzer et Segatti (2011), il nous semble que cette politisation exceptionnelle en temps de crise ne génère qu'une reconfiguration des acteurs et formes de mobilisations anti-xénophobie, mais ne se traduit guère par une modification durable des discours politiques sur l'immigration en Afrique du Sud, ou une institutionnalisation d'un dialogue gouvernemental avec les diasporas.

La fin des attaques ne signe pas la résolution de la crise xénophobe. Les zones affectées ne sont pas apaisées et le potentiel de déclenchement des violences est toujours là. À l'instar des émeutes urbaines qui surviennent tous les dix ans en France et au Royaume-Uni (Kokoreff, 2006), les attaques xénophobes en Afrique du Sud apparaissent comme chroniques. Ceci rend d'autant plus fondamentale la compréhension des mouvements sociaux anti-xénophobie en Afrique du Sud et des réponses politiques qu'ils suscitent.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALEXANDER P., VON HOLD K., 2012. « Collective Violence, Community Protest and Xenophobia », *South African Review of Sociology*, 43 : 104-111.
- AMISI B., BALLARD R., 2005. *In the Absence of Citizenship: Congolese Refugee Struggle and Organisation in South Africa*. Johannesburg, University of the Witwatersrand, Working Paper 16.

BHENGU R., MOTLASHUPING T., 2015. *Report of the Ad Hoc Joint Committee on Probing Violence Against Foreign Nationals Programme Includes Oversight Visits to Affected Areas, 19/11/2015.*

http://www.parliament.gov.za/live/content.php?Item_ID=8487

BOUYAT J., 2015. *Les jeunes et la xénophobie en Afrique du Sud, institution scolaire, formes de socialisation et effets de lieu dans le Johannesburg post-apartheid*, Mémoire de Master Stratégies Territoriales et Urbaines, Paris, Sciences Po & Johannesburg, CUBES, University of the Witwatersrand, sous la co-direction de Claire Benit-Gbaffou et Richard Banegas.

EVERATT D. et al, 2010. « Xenophobia, State and Society in South Africa, 2008-2010 », *South African Journal of Political Studies*, 38 : 1-6.

FOURCHARD L., SEGATTI A., 2015. « Introduction of Xenophobia and Citizenship. The Everyday Politics of Exclusion and Inclusion in Africa », *Africa*, 85 : 2-12.

HASSABO C., REY M., 2015. « L'événement en révolution. Réflexions autour des cas syrien et égyptien », *Revue des mondes musulmans et de la méditerranée*, 138 : 29-46.

HASSIM S. et al, 2009. *Go Home or Die Here: Violence, Xenophobia and the Reinvention of Difference in South Africa.* Johannesburg, Wits University Press.

HAYEM J., 2013. « From May 2008 to 2011: Xenophobic Violence and National Subjectivity in South Africa », *Journal of Southern African Studies*, 39 : 77-97.

HAYEM J., à paraître. « L'État sud-africain face à Marikana et Abahlali : la haine de la démocratie ? De la nature des luttes et des réactions qu'elles suscitent » in PORTEILLA R., HAYEM J., SÉVERIN M. & DIKA P.-P., *Afrique du Sud : 20 ans de démocratie contrastée.* Paris, l'Harmattan.

JARA M., PEBERDY S., 2009. *Progressive Humanitarian and Social Mobilisation in a Neo-Apartheid Cape Town: a Report on Civil Society and the May 2008 Xenophobic Violence in Cape Town.* Cape Town, University of the Western Cape.

JINNAH Z., HOLADAY R., 2010. *Migrant Mobilisation: Structure and Strategies for Claiming Rights in South Africa and Kenya*. Pretoria, PULP.

www.pulp.up.ac.za/pdf/2010_10/2010_10_1_chapter6.pdf

KOKOREFF M., 2006. « Sociologie de l'émeute. Les dimensions de l'action en question », *Déviance et Société*, 30 : 521-533.

LANDAU L. *et al*, 2011, *Exorcising the Demons Within: Xenophobia, Violence and Statecraft in Contemporary South Africa*. Johannesburg, Wits University Press.

MALAVOLTI C. 2015. *Towards Resilience: Informality and Affordable Housing in the Inner City of Johannesburg*. Mémoire de Master Governing The Large Metropolis, Paris, Sciences Po & Johannesburg, CUBES, University of the Witwatersrand, sous la direction de Agnès DEBOULET.

MISAGO J.-P., MONSON T., POLZER T. & LANDAU L., 2010. *May 2008 Violences Against Foreign Nationals in South Africa Understanding Causes and Evaluating Responses*. Johannesburg, CoRMSA.

MONSON T., 2015. « Everyday Politics and Collective Mobilization Against Foreigners in South African Shack Settlement », *Africa*, 85 : 131-153.

POLZER S., SEGATTI A., 2011. « From Defending Migrant Rights to New Political Subjectivities: Gauteng Migrants' Organisation After May 2008 » in LANDAU L. *et al*, 2011, *Exorcising the Demons Within: Xenophobia, Violence and Statecraft in Contemporary South Africa*. Johannesburg, Wits University Press.

SELMECZI A., 2012. « Abahlali's Vocal Politics of Proximity: Speaking, Suffering and Political Subjectivization », *Journal of African and Asian Studies*, 47 : 498-515.

TOURNADRE A., 2014. *Après l'apartheid : la protestation sociale en Afrique du Sud*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

VON HOLD K. *et al*, 2011. *The Smoke That Calls: Insurgent Citizenship, Collective Violence and the Struggle for a Place in the New South Africa*. Johannesburg, Centre for the Study of Violence and Reconciliation; Society, Work and Development Institute.

Résumé

En 2015, l'Afrique du Sud a été à nouveau frappée par des attaques xénophobes, faisant écho aux événements de mai 2008. Cette violence a entraîné des protestations importantes dans le pays. Le texte porte sur les mobilisations anti-xénophobie survenues pendant cette crise. Il présente une ethnographie, illustrée de photographies, de la préparation, du déroulé et de la mise en récit *a posteriori* de trois marches organisées à Johannesburg. La première est un succès local qui initie le mouvement, et la troisième marque son apogée en suscitant un grand rassemblement d'ampleur nationale. Cependant, la deuxième est interdite la veille et violemment stoppée par la police à mi-parcours. À partir d'une description fine de ces séquences de manifestation sont identifiés trois moments du mouvement, au cours desquels l'anti-xénophobie devient successivement avant-gardiste, contestataire puis normalisée. Cette évolution de la cause permet de mieux comprendre le traitement différentiel des marches par l'État.

Mots-clefs: xénophobie, attaques xénophobes, violence policière, mouvements sociaux, manifestation, mobilisation, Afrique du Sud, Johannesburg.

Summary

#NoToXenophobia Takes to the Streets of Johannesburg: From Government Repression of the Movement to the Rallying for a Legitimate Cause

In 2015, South Africa was struck once again by xenophobic attacks, echoing the similar events of May 2008. This violence triggered major protests throughout the country. The article considers the anti-xenophobia movements that took place during this crisis. This ethnographic study, with photographic illustrations, looks closely at three protest marches held in Johannesburg. The first protest march was a local success that initiated the movement while the third one was a huge national gathering at the peak of the mobilisation. The second one, however, was forbidden the day before and the protesters were violently stopped by the police mid-way into the march. Through a detailed description of this sequence of protests, we can identify three stages to the movement, during which anti-xenophobia becomes successively *avant-garde*, dissenting and normalized. The cause's evolution allows us to better understand the State's differing responses to these marches.

Key-words: xenophobia, xenophobic attacks, violent policing, social movements, protest, mobilisation, South Africa, Johannesburg.

* * *